

## Carte d'identité de la formation

### Diplôme

› Diplôme universitaire

### Mention

› QPC (Question prioritaire de constitutionnalité) et Libertés

### Conditions d'accès

› Master 1 Droit public ou Droit privé ou titre de niveau équivalent

### Durée et rythme de la formation

› Chaque module se déroulera sur une journée : le samedi (2 x 3,5 heures de cours), sous la direction de responsables distincts.

› Le DU débute en janvier et se termine au mois de juin.

### Volume horaire

› 63 heures de cours (9 modules de 7h)

### Contrôle des connaissances

› Examen écrit d'une durée de 3 heures  
› Épreuve orale de 30 minutes devant un jury composé à parité d'universitaires et de praticiens experts en la matière.

### Nombre de places

› 20

### Publics concernés

- Magistrats
- Avocats
- Collectivités territoriales
- Associations
- Entreprises
- Juristes

### Modalités particulières

La formation est supervisée par un **conseil scientifique**. Sa composition est la suivante :

› Président : Ferdinand Mélin Soucramanien, Professeur de droit public ;

› Evelyne Bonis, Professeure de droit privé et sciences criminelles ;

› Guy Canivet, Ancien premier président de la Cour de cassation, ancien membre du Conseil constitutionnel ;

› Pauline Gervier, Maître de conférences en droit public ;  
› Fabrice Hourquebie, Professeur de droit public ;

› Jean Maïa, Secrétaire Général du Conseil constitutionnel ;

› Laurent Neyret, directeur de cabinet du Président du Conseil constitutionnel, Professeur de droit privé ;

› Emmanuel Piwnica, Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ;

› Christophe Radé, Professeur de droit privé ;

› Jean-Christophe Saint-Pau, Professeur de droit privé et sciences criminelles ;

› Laura Sautonie, Professeure de droit privé ;

› 1 Représentant de l'ENM ;

› 1 Représentant du CNB.

## Infos pratiques

### Lieux de la formation

› Faculté de droit et science politique  
Pôle juridique et judiciaire  
35, Place Pey-Berland  
33000 Bordeaux

› Conseil constitutionnel  
2, Rue de Montpensier  
75001 Paris

› Ecole Nationale de la Magistrature  
3 ter, Quai aux fleurs  
75004 Paris

### Partenaires



### En savoir +

<https://droit.u-bordeaux.fr/Formations/Offre-de-formation/Diplomes-universitaires-DU>

## Inscriptions

### Modalités de candidature

› Dépôt du dossier de candidature en ligne : <https://apoflux-du.u-bordeaux.fr/etudiant/>

### Frais d'inscription

› 2000€

### Contacts

#### Responsable de la formation

› Pauline Gervier

Maître de conférences

[pauline.gervier@u-bordeaux.fr](mailto:pauline.gervier@u-bordeaux.fr)

#### Service formation continue

› [formation.continue.dspeg@u-bordeaux.fr](mailto:formation.continue.dspeg@u-bordeaux.fr)

[@u-bordeaux.fr](https://www.u-bordeaux.fr)

› [caroline.sabatier@u-bordeaux.fr](mailto:caroline.sabatier@u-bordeaux.fr)

DU



# QPC et Libertés



## Objectifs de la formation

Le DU « QPC et Libertés » est un projet-pilote soutenu par le Conseil constitutionnel. Initié par le CERCCLÉ (Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État - UR 7436), il est porté par la Faculté de droit et science politique de l'université de Bordeaux. Cette formation diplômante est **inédite** en France. Elle répond à une attente des **professionnels du Droit**, identifiée lors des bilans d'étapes de cette nouvelle voie de recours entrée en vigueur dans l'ordre juridique français en 2010 et des travaux scientifiques menés à l'heure de son dixième anniversaire : celle d'asseoir et de consolider la connaissance du **contentieux des libertés** devant le Conseil constitutionnel. En ce sens, le DU « QPC et Libertés » s'adresse aux acteurs de la Question Prioritaire de Constitutionnalité – magistrats, avocats, collectivités territoriales, associations, entreprises et, plus largement, tout juriste – afin de leur

offrir une expertise pluridisciplinaire sur les enjeux de la QPC et le champ d'application des droits et libertés au cœur même de ce mécanisme. Déployé de manière concomitante au lancement, le 1er janvier 2023, par le Conseil constitutionnel de la base numérique QPC 360° rendant accessible à tous l'ensemble des décisions QPC rendues par les juridictions françaises, ce diplôme universitaire entend offrir une expertise supplémentaire afin d'appréhender les potentialités de la QPC et les stratégies contentieuses pouvant être menées dans le cadre de cette procédure. En partenariat avec le **Conseil constitutionnel**, l'**École Nationale de la Magistrature** et le **Conseil National des Barreaux**, ce diplôme fera intervenir, à parité, universitaires et praticiens experts en la matière afin d'offrir une formation réellement professionnalisante.



## Matières enseignées

La formation est composée de neuf modules de sept heures chacun, pour un volume horaire total de 63 heures.

Les trois premiers modules s'inscrivent dans une démarche transversale, pour appréhender le contentieux des libertés et les caractéristiques procédurales et substantielles propres à la QPC. Les cinq suivants s'inscrivent dans une approche disciplinaire, afin d'identifier les griefs et moyens propres à chaque domaine de droits et libertés. Enfin, le neuvième module proposera une simulation d'audience QPC au sein du Conseil constitutionnel.

### › Module 1 : Enjeux et intérêts de la QPC

Ouvert sous le parrainage d'un ancien membre du Conseil constitutionnel, ce premier module vise à situer la QPC dans son environnement juridictionnel parmi les autres mécanismes de protection des droits et libertés français et étrangers, puis à appréhender la procédure même de la QPC à travers l'analyse pratique des critères de transmission et de renvoi.

### › Module 2 : Outils et moyens de la QPC

Ce second module vise à aborder plus précisément la catégorie des droits et libertés garantis par la Constitution et à distinguer des notions et concepts clés du contentieux constitutionnel, pour affiner les stratégies contentieuses dans le cadre de cette procédure. Il visera également à appréhender concrètement les outils pratiques tels que le Portail QPC 360°, le recueil des dispositions déclarées conformes, etc.

### › Module 3 : Recevabilité, techniques de contrôle et effets des décisions QPC

Ce troisième module transversal a pour objet d'identifier les points d'achoppements propres au contentieux de la QPC, en termes de recevabilité des QPC mais aussi des techniques de contrôle mobilisées en contentieux constitutionnel. Il s'agira également de cerner les différents effets des déclarations d'inconstitutionnalité pouvant être décidés par le Conseil constitutionnel sur le fondement de l'article 62 de la Constitution, ainsi que leurs enjeux respectifs.

### › Module 4 : Droits et libertés en matière pénale/Droits et libertés en procédure pénale

Ce premier module disciplinaire se scindera en deux temps : la matinée sera consacrée aux droits et libertés au cœur du droit pénal et aux dispositifs législatifs pouvant faire naître des QPC en la matière ; l'après-midi, aux droits et libertés inhérents au procès pénal.

### › Module 5 : Droits et libertés civiles / Droits et libertés des étrangers

Ce module s'articulera en deux temps pour aborder, le matin, les griefs pouvant être invoqués devant le juge de la QPC en matière civile puis, l'après-midi, s'agissant de l'important contentieux droit des étrangers, de la nationalité, des enjeux migratoires, etc.

### › Module 6 : Droits et libertés économiques / Droits et libertés fiscales

Ce module permettra, là aussi dans une approche disciplinaire, de cerner les fondements constitutionnels et les droits et libertés pouvant être au cœur de QPC dans le champ économique d'une part, puis dans le champ fiscal, d'autre part.

### › Module 7 : Droits et libertés sociales/ Droits et libertés des collectivités territoriales

Ce module vise à analyser, tout d'abord, les droits et libertés en matière sociale et les QPC pouvant être soulevées à l'occasion des contentieux de droit social, puis à aborder les griefs d'inconstitutionnalité soulevés ou pouvant être soulevés en droit des collectivités territoriales, eu égard aux droits et libertés reconnus en la matière sur le plan constitutionnel.

### › Module 8 : Droits et libertés numériques/ Droits et libertés environnementales

Ce module permettra d'aborder deux domaines où le recours par la voie de la QPC apparaît particulièrement important car les violations de droits fondamentaux sont potentiellement nombreuses : le domaine numérique, tout d'abord et celui de la protection de l'environnement, ensuite.

### › Module 9 : Simulation d'audience QPC au Conseil constitutionnel

Ce dernier module propose une mise à situation dans la salle d'audience du Conseil constitutionnel, afin de procéder à une simulation d'audience QPC. Il s'accompagnera d'une séquence de rencontres et d'échanges avec les membres du Conseil constitutionnel ainsi qu'avec celles et ceux de son service juridique.